



NON ferme au carcan vert

L'initiative populaire «Pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources (Économie verte)» des Verts demande la mise en place d'une économie circulaire. Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent fermement le projet au motif que les objectifs sont quasi inatteignables et que l'initiative n'est pas réalisable. economiesuisse sonne également l'alarme par rapport aux graves conséquences qu'elle aurait pour l'économie et la société et s'engagera pour qu'elle soit refusée.

Les citoyens suisses seront appelés à se prononcer sur l'initiative populaire «Économie verte» en 2016. Le Conseil national a refusé ce projet par 128 voix contre 62 et le Conseil des États par 31 voix contre 13. Le Conseil fédéral s'était déjà clairement exprimé: il estime que les objectifs sont pratiquement inatteignables sans restrictions massives et que l'initiative n'est pas réalisable.

Réduction de 65% au moins de la consommation de ressources

Les auteurs de l'initiative abordent une question importante, mais les mesures proposées sont trop extrêmes et radicales. Elle prévoit ainsi que l'empreinte écologique de la Suisse soit ramenée à un équivalent planète d'ici à 2050. Pour atteindre cet objectif ambitieux, la consommation actuelle de ressources devrait être réduite de 65% au moins. La Confédération, les cantons et les communes seraient contraints de prendre des mesures, qu'il reste à définir, pour satisfaire les exigences de l'initiative. On parle de restreindre la consommation, d'interdire certains biens, d'introduire de nouvelles prescriptions de production et d'une foule

de nouvelles taxes environnementales. De plus, les droits des cantons seraient limités par un transfert de nombreuses compétences cantonales à la Confédération.

Contrainte et mise sous tutelle au lieu de libre choix et responsabilité individuelle

Le diktat vert menace la prospérité et la qualité de vie

Un bouleversement aussi radical de l'économie et de la société aurait des conséquences étendues. Des restrictions massives seraient surtout nécessaires dans les domaines de la mobilité, de l'alimentation et du logement. «Les possibilités de consommation [des ménages] et les marges d'actions [des entreprises] seraient réduites» selon le Conseil fédéral, avec les nouvelles prescriptions et taxes environnementales qui menacent. La croissance et la compétitivité des entreprises implantées en Suisse seraient également fortement entravées, avec des conséquences négatives sur le marché du travail. Comme la Suisse et ses activités économiques sont fortement interconnectées à l'échelle mondiale, l'initiative mettrait en péril notre politique commerciale internationale. Ajouter de tels défis alors que la Suisse est déjà aux prises avec le franc fort et la mise en œuvre de l'initiative «contre l'immigration de masse» serait irresponsable.

Gestion efficace des ressources dans l'intérêt de l'économie

L'économie suisse devient de plus en plus «verte» - et ce sans interventions excessives de l'État. Les entreprises suisses figurent chaque année en bonne place dans divers classements relatifs à la durabilité, tels que le Dow Jones Sustainability Index, qui récompense les leaders de branche et les entreprises cotées en Bourse les plus durables, ou la liste des «100 Global» (selon Forbes 2014 les 100 entreprises les plus durables). De nouvelles mesures réglementaires ne sont pas nécessaires pour aller vers une économie plus durable.

L'amélioration de la gestion des ressources est une préoccupation constante des entreprises, ne serait-ce qu'en raison de la pression sur les coûts à laquelle elles sont confrontées. Il faut aussi tenir compte du fait que plus de la moitié de la pollution induite par la consommation suisse est générée à l'étranger. Aussi les moyens d'agir en Suisse sont-ils limités. Il serait plus efficace de poursuivre sur la voie de la responsabilité individuelle et de la coopération internationale plutôt que de miser sur une mise sous tutelle et de tendre à une sorte d'économie planifiée en Suisse.